



Conseil économique et social

Distr.: Générale
10 février 2003

Français
Original: Anglais

Commission des stupéfiants

Quarante-sixième session

Vienne, 8-17 avril 2003

Point 5 b) iii) de l'ordre du jour provisoire*

Trafic et offre illicites de drogues: suite donnée

à la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée

générale: Plan d'action sur la coopération internationale

pour l'élimination des cultures des plantes servant à

fabriquer des drogues illicites et les activités de substitution

Rôle des activités de substitution dans le contrôle des drogues et la coopération pour le développement

Rapport du Directeur exécutif**

I. Introduction

1. À sa quarante-cinquième session, la Commission des stupéfiants a adopté la résolution 45/14 sur le rôle des activités de substitution dans le contrôle des drogues et la coopération pour le développement. Dans cette résolution, la Commission a invité les pouvoirs publics et les organisations multilatérales à prendre en compte le contrôle des drogues dans toutes les composantes de leurs politiques, étant donné qu'il faut que les activités de substitution figurent en bonne place dans les plans de développement économique et social. Dans la même résolution, la Commission a demandé au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, aux autres organismes de contrôle des drogues et de développement, aux institutions financières internationales ainsi qu'aux banques régionales de développement de rechercher de nouvelles formes d'aide financière en faveur des programmes d'activités de substitution et d'examiner les possibilités de créer des mécanismes de financement innovants. La Commission a prié le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues de lui présenter, à sa quarante-sixième session, un

* E/CN.7/2003/1.

** Par suite de problèmes techniques, le présent rapport a été soumis après la date correspondant à la règle des 10 semaines.



rapport sur les mécanismes de financement novateurs possibles, et sur les résultats de l'intégration de mécanismes de contrôle des drogues axés sur le développement à l'action internationale en faveur du développement. Le présent rapport a été établi conformément à cette demande.

2. L'agencement du présent rapport est le suivant: les résultats de l'intégration de mécanismes de contrôle des drogues axés sur le développement sont présentés à la section II et la section III traite des mécanismes de financement novateurs possibles.

II. Intégration de mécanismes de financement axés sur le développement

3. Les programmes de contrôle des drogues comprennent depuis longtemps des stratégies et activités de substitution dont l'envergure et la portée varient en fonction des possibilités de mise en œuvre et des ressources disponibles. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime estime que la communauté internationale et les organismes des Nations Unies devraient considérer les activités de substitution comme l'un des éléments du développement durable.

4. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime entreprend des projets pilotes, préconise des activités de substitution qui font partie de programmes d'ensemble ou en prend l'initiative, et entreprend lui-même des projets portant sur des activités de substitution lorsqu'il a la possibilité de le faire ou dispose d'un avantage comparatif. À cet égard, définir les "meilleures pratiques" et les diffuser afin de les intégrer réellement à l'action en faveur du développement durable constituent pour l'Office un aspect important.

5. Dans le document intitulé "Priorités opérationnelles: lignes directrices pour le moyen terme" qu'il a présenté aux États Membres en décembre 2002, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime confirme qu'il importe d'intégrer des mécanismes de contrôle des drogues axés sur le développement à l'action internationale en faveur du développement. Deux questions essentielles pour les activités de substitution sont des éléments clefs de ces "priorités opérationnelles", à savoir l'action en faveur du développement durable et la définition des meilleures pratiques .

6. En 2002, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a continué à faire connaître le rôle clef des activités de substitution pour le contrôle des drogues et l'intérêt qu'elles présentent pour le développement durable. Des réunions ont été organisées avec des représentants des organismes des Nations Unies, des institutions financières internationales et des organisations non gouvernementales et l'Office a été représenté au Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après, qui s'est tenu à Rome du 10 au 15 juin 2002, ainsi qu'au Sommet mondial pour le développement durable, qui s'est tenu à Johannesburg (Afrique du Sud) du 26 août au 4 septembre 2002. Parallèlement à l'action en faveur de l'intégration du volet contrôle des drogues dans les travaux des autres organismes, l'Office a, au cours de l'année passée, réussi à trouver sa place dans les initiatives qui sont prises à l'échelle du système des Nations Unies pour soutenir de manière coordonnée la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire que l'Assemblée générale a adoptée au Sommet du Millénaire en septembre 2000.

7. Au niveau des pays, les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement et le réseau de coordonnateurs résidents ont aidé à intégrer le volet

drogues aux programmes des organismes des Nations Unies et encouragé la coopération interinstitutions. Dans la plupart des pays faisant appel aux activités de substitution, dont la Bolivie, la Colombie, le Liban, le Pérou, la République démocratique populaire lao et le Viet Nam, les questions relatives aux drogues sont abordées à travers le plan-cadre. Des groupes thématiques sur les activités de substitution ont été créés en Bolivie, en Colombie et au Pérou. Au Pérou, grâce à la participation de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime aux groupes s'occupant respectivement du développement rural et de la sécurité alimentaire, des communautés locales et des populations autochtones, et des populations déplacées, la question du contrôle des drogues est à l'ordre du jour de la plupart des groupes chargés de questions thématiques. En Bolivie, un lien manifeste a été établi entre le plan-cadre et le document de stratégie de la Banque mondiale pour la réduction de la pauvreté, qui est particulièrement important pour l'appui aux activités de substitution. En République démocratique populaire lao, l'Office participera à l'établissement du prochain document de stratégie pour la réduction de la pauvreté afin de faire reconnaître le rapport qui existe entre la culture de plantes illicites et la pauvreté de même que la contribution que les activités de substitution peuvent apporter à la solution de ce problème.

8. En Bolivie, la planification et l'exécution des activités de substitution s'inscrivent dans le cadre d'un plan national d'activités de substitution auquel les pouvoirs publics, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et d'autres donateurs bilatéraux, dont la Commission européenne, l'Agency for International Development des États-Unis et l'Espagne, contribuent. En Bolivie et en Colombie, l'Office encourage par son action l'intégration des activités de substitution au processus général de planification et de développement aux niveaux national, départemental et communal. En Colombie, l'Office appuie le bureau du Plan Colombia dans ses efforts pour établir des liens entre les programmes de développement régionaux et locaux et d'autres acteurs concernés, comme par exemple les organisations non gouvernementales et le secteur privé.

9. En ce qui concerne la commercialisation des produits issus des activités de substitution, l'association avec le secteur privé, les fondations ou les collectivités a facilité les engagements communs et le partage des ressources destinées aux activités de substitution. En Amérique latine, on a facilité la conclusion d'accords avec des chaînes de supermarchés, des multinationales de l'industrie alimentaire, voire des compagnies aériennes sur la vente de café, de coeurs de palmier, de haricots et de lait dans les pays considérés, ainsi qu'en Europe et aux États-Unis d'Amérique. Au Chaparé (Bolivie), le secteur privé participe également de plus en plus activement à l'utilisation des produits ligneux, à la promotion de l'industrie forestière ou aux deux.

10. Au lieu de soutenir des activités de substitution isolées, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en Afghanistan, aide le Gouvernement en coordonnant l'action des donateurs et des organismes pour faire en sorte que les programmes de reconstruction accordent l'attention voulue aux facteurs qui influent sur la culture du pavot à opium et aux régions où le pavot est cultivé. L'Office doit veiller à ce que son expérience des activités de substitution, les meilleures pratiques et l'assistance technique soient mises au service de ces initiatives et à intégrer ainsi les différentes démarches de développement. Première mesure dans ce sens, l'Office assure le secrétariat du Groupe de travail pour l'offre de nouvelles sources de revenu aux producteurs de pavot, groupe qui est présidé par le Ministre afghan de la réhabilitation et du développement rural. Ce groupe de travail est composé de représentants de différents ministères, organismes des Nations Unies et pays donateurs bilatéraux.

11. À l'échelle de l'Asie de l'Est, les dirigeants de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et de la Chine, bénéficiant de l'appui de l'Office, ont décidé de faciliter la mise en place d'un réseau de coopération couvrant l'ensemble des pays et la politique à suivre sur le plan régional pour faire de l'ANASE une région exempte de drogues en 2015. Le plan d'action ACCORD concernant les activités de coopération de l'ANASE et de la Chine pour faire face aux drogues dangereuses rend un tel réseau possible. L'un des quatre volets du plan d'action consiste à éliminer l'offre de drogues illicites en dynamisant les programmes d'activités de substitution et en encourageant la communauté à participer à l'éradication des drogues. Une équipe spéciale pour les activités de substitution a été chargée de pourvoir au besoin d'institutions capables de comprendre, de planifier et de gérer les démarches intégrées nécessaires.

12. Toujours en Asie, un programme de partenariat entre la Banque asiatique de développement (Bas) et l'Office, qui fait suite à la dixième Conférence ministérielle sur la coopération économique sous-régionale, qui s'est tenue au Myanmar du 27 au 29 novembre 2001, a été mis au point. Dans le cadre du plan d'action ACCORD, les propositions de partenariat ci-après concernant l'Asie du Sud-Est sont à l'étude: a) création d'un mécanisme régional de coopération pour exécuter et suivre l'état d'avancement du plan d'action ACCORD, b) surveillance des cultures illicites et c) activités de substitution en Asie de l'Est.

13. Conformément à la stratégie nationale d'élimination de l'opium de la République démocratique populaire lao, le service chargé de faciliter le programme, financé par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, reste en contact étroit et coopère avec les activités de développement financées par les pouvoirs publics et les donateurs. Au cours de réunions de coordination avec l'Union européenne, l'Agence allemande de coopération technique, l'Agence australienne pour le développement international, l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement, l'Organisme danois de développement international et différentes organisations non gouvernementales, on a abordé des questions intéressant les activités de substitution et la politique gouvernementale dans les domaines de la réduction de la pauvreté, de la stabilisation de l'agriculture itinérante sur brûlis et de l'élimination de la culture du pavot à opium. Au Viet Nam, le projet d'activités de substitution à Ky Son, qui est financé par l'Office, a permis de désenclaver la zone visée si bien que, récemment, d'autres organismes, dont la Banque mondiale, se sont déclarés intéressés à travailler à Ky Son et dans les zones limitrophes.

14. Les organismes des Nations Unies opérant au Myanmar ont défini trois domaines d'action prioritaires: VIH/sida, drogues illicites et sécurité alimentaire. L'équipe de pays du système des Nations Unies a approuvé le programme stratégique directeur pour la période 2003-2007, qui sert de base à un plan d'action commun des organismes des Nations Unies pour le contrôle des drogues. Ce programme a été porté à la connaissance de la communauté internationale et des pays voisins. Conformément à cette stratégie et dans le cadre de l'aide humanitaire, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime cherche à établir avec d'autres organismes de développement des alliances stratégiques pour s'attaquer dans une optique aussi globale que possible aux problèmes qui se posent à la population locale. En 2002, l'Office a par exemple réussi à mobiliser des ressources auprès du Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine, qui est financé par le Gouvernement japonais, pour s'employer à résoudre les problèmes de sécurité alimentaire qui se posent dans la zone de la région de Wa (État Shan oriental) visée par le projet d'activités de substitution.

III. Mécanismes novateurs possibles de financement des activités de substitution

15. À l'échelle du système des Nations Unies, le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime met tout en œuvre, par l'intermédiaire du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, pour inciter ses interlocuteurs à inclure les questions relatives au contrôle des drogues, notamment aux activités de substitution, dans leurs programmes de pays, régionaux ou thématiques. Présidé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ce Conseil se compose de 27 organismes membres, y compris les fonds et programmes des Nations Unies ainsi que les institutions spécialisées, l'Organisation mondiale du commerce et les institutions de Bretton Woods. Tout en menant cette action au niveau où se définissent les orientations générales, l'Office participe aussi à la réalisation des objectifs du Millénaire en matière de développement, en particulier au sein d'une équipe spéciale sur la pauvreté et le développement économique, où il cherche à inciter les organismes concernés des Nations Unies à attacher l'importance voulue aux activités de substitution comme élément d'un développement durable.

16. Même si les principaux donateurs de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime soutiennent presque tous les activités de substitution au titre de la lutte contre les drogues illicites, ils y attachent une importance plus ou moins grande et diffèrent dans le choix des modalités d'assistance et d'exécution. On trouvera ci-après un aperçu non officiel de leurs positions:

a) Quelques donateurs importants affectent le gros de l'assistance fournie à l'Office aux activités de substitution;

b) D'autres donateurs fournissent une assistance financière et technique considérable à titre bilatéral ou par l'intermédiaire d'autres institutions internationales, institutions des Nations Unies ou par l'intermédiaire des deux;

c) Un donateur important, bien que tout à fait favorable aux activités de substitution, préfère financer directement les projets intéressants ce secteur, en faisant appel à ses propres organismes d'aide ou aux structures du pays considéré, qui sont complétées par des organisations non gouvernementales; ce donateur estime que d'autres institutions d'aide au développement devraient s'occuper de ce secteur, ce qui permettrait à l'Office de se concentrer sur d'autres aspects de la lutte contre les drogues illicites;

d) Un donateur important préfère se concentrer sur la réduction de la demande;

e) Quelques donateurs importants signalent que les activités de substitution ne constituent qu'un des trois volets d'une stratégie, les autres étant la répression des délits et l'éradication, et que l'Office a besoin d'un engagement prévisible et à long terme des donateurs en faveur des trois volets pour poursuivre ses opérations dans ce secteur.

17. En septembre 2002, le Directeur exécutif a pris une initiative visant à inciter les institutions financières internationales à tenir compte du contrôle des drogues et des questions connexes dans leurs stratégies et interventions par pays, par région ou par domaine thématique. Dans cette optique, les institutions financières internationales devraient mettre l'accent sur les activités de substitution, élément d'un développement durable général. Cette action se poursuit et retiendra une attention accrue dès que les

ressources à des fins générales se stabiliseront à un niveau plus élevé qu'au milieu de l'année 2002, ce qui permettra de consacrer davantage de temps et de ressources à d'autres secteurs prioritaires.

18. Même si l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime n'a encore mis en place aucun mécanisme spécial de financement des activités de substitution, il a fait des démarches novatrices pour obtenir que les activités de substitution bénéficient d'une attention, d'un appui et de ressources accrues.

19. Pour que l'action de l'Office en faveur des activités de substitution soit couronnée de succès, il faut:

- a) Un financement de base stable et prévisible;
- b) L'engagement à long terme de ressources pour les projets d'activités de substitution;
- c) La prise en considération des activités de substitution dans les politiques et opérations de développement durable qu'élaborent les principaux organismes de développement et institutions financières.

20. L'Office poursuivra ces efforts et rendra compte des progrès réalisés à la Commission des stupéfiants, à sa quarante-septième session.
